

→ POUR ALLER PLUS LOIN

La Turquie et la mer Noire, une relation consubstantielle

« Ombre de Dieu, Sultan des deux terres et des deux mers. » Le titre que se donnaient les souverains ottomans, au sommet de leur gloire, montre à quel point la mer Noire est au cœur d'une histoire que la Turquie revendique plus que jamais. *Kara Deniz* ! Avant même les Ottomans, les Turcs seldjoukides pourraient être à l'origine de ce nom, car ils identifiaient les points cardinaux par des couleurs. *Kara* (noir), qui désignait le nord, renverrait ainsi au positionnement septentrional de la mer (*deniz*) en question.

Une importance stratégique depuis l'Empire ottoman

Après avoir été le théâtre des multiples conflits russo-byzantins au Moyen Âge, puis un champ d'expansion de la thalassocratie génoise au ^{xiv}^e siècle, cet espace eurasiatique, marqué dès l'Antiquité par la civilisation hellénistique, est rapidement devenu un « lac turc » au cours de la période moderne. Dès la fin du ^{xiv}^e siècle, les Ottomans tiennent, à l'est, une partie de la façade maritime anatolienne et, à l'ouest, les côtes bulgares et valaques. Au ^{xv}^e siècle, après la prise de Constantinople (1453), ils relient ces possessions occidentales et orientales, puis s'étendent encore à l'est après la chute de Trébizonde (1461), tout en établissant au nord, à partir de 1475, des liens de domination avec les Tatars de Crimée et les Circassiens. Au ^{xvi}^e siècle, la conquête de la Moldavie et de la Géorgie achève de leur donner le contrôle de l'ensemble des rivages de la mer Noire.

Cette situation dure jusqu'au déclin de l'empire que l'on s'accorde à dater du traité de Küçük Kaynarca en 1774 entre les Russes et les Ottomans, qui enlève la Crimée à ces derniers. Au ^{xix}^e siècle, la mer Noire est au cœur de la question d'Orient qui voit les Britanniques et les Français, lors de la guerre de Crimée (1853-1856), s'employer à freiner la poussée russe vers les mers chaudes, en soutenant

un « homme malade » désormais promis à une mort certaine.

À l'issue de la Première Guerre mondiale, l'avènement de la Turquie nouvelle est associée par l'histoire officielle à un port de la mer Noire : Samsun, où débarque Mustafa Kemal en 1919 pour conduire la « guerre d'indépendance » qui débouche sur la création d'un État-nation. Installée dans ses frontières par le traité de Lausanne (1923), la république de Turquie, qui conserve la totalité du littoral sud de la mer Noire, conforte aussi à l'issue de la convention de Montreux (1936) sa maîtrise multiséculaire des détroits qui conditionnent l'accès à cette étendue maritime stratégique. C'est un atout de taille pendant la guerre froide, Ankara, alliée au bloc occidental, restant de surcroît le seul État riverain non communiste de la mer Noire.

Une région particulière en Turquie

En dépit de cette importance géopolitique, la mer Noire, notamment ses côtes les plus orientales, demeure un territoire à part en Turquie, probablement celui – si l'on excepte le Kurdistan – qui affiche les particularismes les plus saillants. Communément appelés « Lazès » – une référence abusive à un peuple montagnard géorgien qui n'est que l'une des composantes du melting-pot local –, les natifs de la mer Noire (*Karadenizli*) sont souvent considérés par leurs concitoyens turcs comme des gens bornés – ce qui fait ainsi l'objet de nombreuses moqueries –, volontiers nationalistes, conservateurs sur le plan religieux et attachés à leurs traditions, en particulier au *Horon*, une danse folklorique exécutée au son du *kemece* (un petit violon) et du *tulum* (une sorte de cornemuse). Dans cette région, le tourisme reste peu développé, les principaux contingents – même les Russes – des 40 millions de visiteurs étrangers qu'accueille la Turquie chaque année préférant les côtes ensoleillées égéennes ou méditerranéennes aux rivages brumeux de la mer Noire.



© AFP / Adem Altan

La visite d'État à Ankara, le 1^{er} décembre 2014, du Président russe Vladimir Poutine à son homologue turc Recep Tayyip Erdogan a ouvert la voie à une nouvelle ère de coopération en matière énergétique. Les sérieuses divergences de vue entre les deux hommes, notamment sur la Syrie, ont en revanche été passées sous silence.

Ces zones côtières sont pourtant actives. À l'ouest, elles abritent l'important bassin charbonnier de Zonguldak, tout en étant à l'est le lieu de productions agricoles réputées, tels les laitages, la viande ou le miel, ou spécifiques comme le thé et la noisette. C'est dans les années 1930 que s'est développée la culture du thé pour réduire les importations de café, faisant du premier la boisson nationale dans un pays où la consommation exclusive du second a longtemps été la tradition. Quant à la culture de la noisette, elle fait de la Turquie le premier producteur et exportateur mondial de ce fruit sec essentiel pour la fabrication du Nutella et de ses dérivés. Il faut dire que, dans sa partie la plus orientale, cette région humide se caractérise par ses torrents qui descendent des Alpes pontiques vers la mer à travers des vallées à la végétation luxuriante. Ces ressources hydriques sont désormais considérées comme le nouvel atout du développement économique local. Elles génèrent ainsi des centaines de projets de centrales électriques qui suscitent néanmoins d'intenses mouvements de protestation

animés par les populations locales et les défenseurs de l'environnement.

Les enjeux géopolitiques contemporains

Le développement et le désenclavement de cette région, qui possède des pôles urbains portuaires de plus en plus importants, comme Samsun ou Trabzon, pourraient aussi venir de la mer et de ses potentialités. Encouragée par l'Union européenne, l'Organisation de la coopération économique de la mer Noire (OCEMN) a été lancée en 1992 à Istanbul. Elle a placé la Turquie au cœur d'un processus visant à rapprocher les pays riverains par la conduite de projets concrets – halieutiques, autoroutiers ou encore environnementaux.

Il a pourtant fallu attendre que les conflits en cours à la fin du xx^e siècle, dans les Balkans et le Caucase, s'apaisent pour que cette organisation prenne enfin son essor dans les années 2000. Elle demeure dominée par la Russie et la Turquie qui représentent 65 % de la population et produisent 75 % des richesses de ses États membres. Or, si elle



Deux mois après l'annexion de la Crimée par la Russie, des milliers de Tatars commémorent à Simferopol le 70^e anniversaire de la déportation de leur peuple par Staline. Représentant quelque 12 % de la population criméenne, ils sont parmi les plus farouches opposants au rapprochement avec Moscou.

peut déboucher sur des synergies fructueuses, cette emprise des puissances russe et turque peut aussi réveiller les rivalités ancestrales.

En dépit de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Alliance atlantique, la Turquie reste en effet l'un des principaux contributeurs aux forces navales de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en mer Noire. Issu de cette rivalité russo-occidentale nouvelle, le conflit russo-géorgien de l'été 2008 a montré que la Turquie, alliée des Occidentaux et gardienne des détroits, restait pour la Russie un adversaire potentiel sur lequel elle n'hésitait pas, le cas échéant, à faire pression par des déclarations politiques dissuasives et des mesures de rétorsion économique.

En dépit de la prudence de la diplomatie turque, la crise russo-ukrainienne de 2014 a confirmé ces données stratégiques, en réactivant la question des Tatars de Crimée. Déportés à l'époque stalinienne¹, ces derniers – traditionnellement soutenus par la Turquie – s'opposent à l'annexion de la péninsule par la Russie et font à nouveau l'objet de persécutions².

Cette situation peut aviver des tensions entre Ankara et Moscou, qui sont déjà latentes sur les théâtres voisins chypriote et syrien. Toutefois, Russes et Turcs sont aussi enclins à taire ce différend régional pour accroître leurs échanges économiques mutuels avec des objectifs très ambitieux (100 milliards de dollars par an en 2020). Les Turcs pourraient être ainsi les premiers bénéficiaires des projets russes de couloirs énergétiques dans la région après l'annonce de l'abandon du gazoduc South Stream par Vladimir Poutine en décembre 2014.

Jean Marcou *

* Professeur à Sciences Po Grenoble.

¹ Accusés de collaboration collective avec l'ennemi nazi, les Tatars ont été déportés de la Crimée au moment de la Seconde Guerre mondiale. En 1989, les Tatars de Crimée ne constituaient que 1,6 % de la population totale de la péninsule. Le recensement de 2001 a dénombré 243 400 Tatars, soit 12,1 % de la population totale.

² Human Rights Watch, *Rights in Retreat. Abuses in Crimea*, novembre 2014 (www.hrw.org/node/130595/).